

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 900^e
SÉANCE**

Vendredi 18 octobre 1963,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

*Discussion générale sur l'ensemble des points
de l'ordre du jour renvoyés à la Commission
(suite).* 145

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

DISCUSSION GÉNÉRALE SUR L'ENSEMBLE DES
POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RENVOYÉS À
LA COMMISSION (suite)

1. Selon M. NAÇO (Albanie), les problèmes économiques que la Commission doit examiner à la session en cours revêtent une importance cruciale.
2. L'année 1962 a été marquée par une nouvelle expansion de la production mondiale. Mais le rythme n'a pas été le même dans tous les pays, ni dans tous les secteurs. La course aux armements, les séquelles du colonialisme et la politique économique des pays capitalistes sont autant d'obstacles à une amélioration des conditions de vie, à l'élimination du chômage et de la faim dans le monde. Les grèves et manifestations des masses laborieuses dans les pays occidentaux sont une fois de plus le témoignage de leurs protestations et marquent leur opposition à la politique de militarisation et d'exploitation. La délégation albanaise a écouté attentivement les déclarations des représentants de pays qui ont conquis la liberté et l'indépendance en secouant le joug colonial; elle constate avec satisfaction les efforts et les travaux considérables consacrés dans ces pays au progrès économique et à l'élimination des conséquences de la domination coloniale.
3. Le commerce international ne doit plus être un instrument de domination aux mains des puissances capitalistes; il doit être réorganisé sur la base de l'égalité entre les pays et des avantages réciproques. L'assistance fournie aux pays en voie de développement par les Nations Unies doit être accrue sous toutes ses formes. Il importe aussi de donner des responsabilités plus étendues aux commissions économiques régionales, afin qu'elles puissent aider directement les pays dont elles s'occupent et prendre des initiatives dans le domaine de l'assistance technique et financière.
4. Depuis sa libération, l'Albanie a fait d'immenses progrès sur le plan économique. La production globale a augmenté de 30 fois par rapport à 1938; pendant le premier semestre de 1963, son volume représentait 6,6 fois celui de la production annuelle d'avant guerre. Les industries minières se sont rapidement développées et la production de pétrole, de ferromineral, de chrome et de cuivre a augmenté dans des proportions spectaculaires. L'Albanie est devenue un chantier de construction. Les logements construits

au cours des dernières années suffiraient à héberger la population qui, avant guerre, habitait les cinq villes principales d'Albanie. Pendant la seule année 1962, le Gouvernement albanais a investi dans ce secteur plus de capitaux que le régime d'avant guerre en 86 ans.

5. De même, le développement de l'agriculture se poursuit à un rythme accéléré. De nouvelles terres sont ouvertes à la culture et d'immenses travaux d'irrigation ont été entrepris. L'Albanie possède actuellement un parc de 6 800 tracteurs et la production agricole, notamment celle du blé, du coton, de la betterave à sucre et du tabac, a considérablement augmenté.

6. De grands succès ont été remportés dans la lutte contre l'analphabétisme; celui-ci est maintenant liquidé. En plus de l'Université de Tirana, il existe de nombreux instituts d'études supérieures, dont les trois quarts des étudiants sont des boursiers d'Etat. Le nombre des cadres s'est accru dans de fortes proportions et les écoles se sont multipliées.

7. En ce qui concerne la santé publique, le nombre des hôpitaux est huit fois plus élevé qu'en 1938 et les soins sont gratuits pour tous. L'Albanie, dont la population augmente de 3,2 p. 100 par an, est le premier pays de la région méditerranéenne qui soit parvenu à supprimer le paludisme.

8. Ainsi, une fois libérée de l'oppression et de la domination étrangères, l'Albanie, qui était jadis le pays le plus arriéré d'Europe, a obtenu des résultats remarquables grâce aux efforts pacifiques de sa population laborieuse.

9. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) s'associe à l'analyse de la situation économique mondiale faite par les représentants des pays socialistes qui ont pris la parole avant lui.

10. La RSS d'Ukraine, qui s'est toujours prononcée en faveur de la coopération économique de tous les pays sur la base de l'égalité et du profit mutuel, attend avec espoir et confiance la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Conférence sera appelée à prendre des mesures concrètes visant à modifier la structure du commerce mondial en normalisant les échanges, en supprimant les barrières artificielles et la discrimination politique, qui sont contraires aux principes de la coopération internationale sanctionnés par la Charte des Nations Unies.

11. Les relations économiques entre les trois groupes de pays qui existent dans le monde — à savoir les pays socialistes, les pays capitalistes développés et les pays en voie de développement — forment un tout extrêmement complexe que la Conférence devra analyser avec soin. En particulier, le développement du commerce entre pays de l'Est et pays de l'Ouest ne pourra avoir que des effets bénéfiques sur le

progrès économique des pays en voie de développement.

12. Le représentant du Tanganyika a fort bien exposé les raisons pour lesquelles certains pays, indépendants depuis peu, n'ont pas encore été en mesure d'établir des liens économiques étroits avec les pays socialistes. Ces derniers fondent leurs relations commerciales avec les autres nations, notamment les pays en voie de développement, sur le principe de l'égalité et des avantages réciproques. Dans leurs échanges avec les pays socialistes, les pays en voie de développement peuvent payer la plus grande partie de leurs achats avec leurs propres produits.

13. Comme l'a souligné le représentant de l'Inde, la détérioration des termes de l'échange pour les pays sous-développés empêche ceux-ci d'acquiescer les biens d'équipement dont ils ont besoin pour franchir la première étape du processus de développement. Il faut donc d'urgence assainir le marché mondial et, avant tout, créer une organisation internationale du commerce. Une décision en ce sens a été prise il y a 16 ans déjà à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi qui s'est tenue à La Havane, mais aucune mesure concrète n'a été prise pour y donner suite. Le GATT, en effet, est un instrument très imparfait: plus de la moitié des Etats Membres de l'ONU n'y sont pas représentés et les régions en voie de développement sont bien en peine d'y défendre leurs intérêts.

14. La délégation de la RSS d'Ukraine appuie la proposition contenue dans le memorandum de l'Union soviétique (A/C.2/219) et tendant à examiner à la Conférence la question de la création d'une organisation internationale du commerce qui serait chargée de défendre les intérêts de tous les pays, quels que soient leur régime économique et leur degré de développement, et aux travaux de laquelle participeraient tous les Etats qu'intéresse le développement des échanges mondiaux, qu'ils soient ou non Membres de l'ONU.

15. Parlant des études publiées par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et par le secrétariat de la CEE, M. Boiko fait observer que les pays y sont classés en trois catégories: les pays dont l'économie est fondée sur la libre entreprise, les pays à économie planifiée et les pays en voie de développement ayant récemment accédé à l'indépendance. Ainsi, tandis que pour les pays capitalistes le mode de propriété des moyens de production a été choisi comme critère, pour les pays socialistes on s'est fondé sur les méthodes de planification, et pour les autres sur le degré de développement économique.

16. Le moins qu'on puisse dire de cette méthode est qu'elle est peu logique et ne saurait servir de base à des études sérieuses et objectives. Les auteurs des études économiques ont soigneusement évité d'employer le mot "socialiste" en parlant de l'URSS, de la RSS d'Ukraine et des autres pays socialistes. En agissant ainsi, les responsables du Département se refusent à reconnaître la nature socialiste de l'économie des pays socialistes et méconnaissent ouvertement les dispositions constitutionnelles de ces pays. L'article 4 de la Constitution de la RSS d'Ukraine précise que le régime économique du pays est fondé sur la propriété socialiste des moyens de production, et des dispositions analogues se retrouvent dans les lois fondamentales de l'URSS et des autres pays socialistes. A plusieurs reprises

déjà, les délégations des pays socialistes ont attiré l'attention du Secrétariat sur cette anomalie, qui est d'autant plus sérieuse que, selon divers économistes bourgeois, il n'est pas impossible de concevoir une planification centralisée de l'économie capitaliste. Apparemment, le Secrétariat n'a fait aucun cas de ces observations.

17. Par ailleurs, M. Boiko constate avec étonnement que les indices de la production utilisés dans les études économiques du Département des affaires économiques et sociales et du secrétariat de la CEE ne portent que sur une année, et ne fournissent pas de données pour l'ensemble du cycle de la production dans les pays capitalistes. Les auteurs pourraient utilement s'inspirer des travaux du Bureau de statistique des Nations Unies, qui, dans le Bulletin mensuel de statistique de juin 1963, a donné pour la première fois les indices de la production industrielle mondiale, y compris celle des pays socialistes, pour la période 1950-1961. Il faut noter à cet égard que, pendant les 12 dernières années, la production industrielle des pays socialistes a augmenté deux fois plus rapidement que celle des pays capitalistes. En 1962 notamment, la production industrielle des pays membres du Conseil d'entraide économique (COMECON) s'est accrue de 9 p. 100, tandis que celle des pays occidentaux n'augmentait que de 4 p. 100 en moyenne. En ce qui concerne la RSS d'Ukraine, la production a presque quadruplé entre 1950 et 1962; elle a augmenté de 8 p. 100 pendant la seule année 1962. Le taux de croissance élevé et régulier de l'économie des pays socialistes est dû à la planification dirigée des économies nationales, fondée sur la socialisation des principaux moyens de production. En outre, ces mesures ont amené le développement constant de leurs économies, qui n'ont pas connu de crises, et ont permis un taux élevé de formation de capital. La part du revenu national consacrée aux investissements dans les pays socialistes est deux fois plus élevée que dans les pays capitalistes. Il est normal que les pays occidentaux cherchent à discréditer le système socialiste et à nier son efficacité. Mais on est en droit d'attendre une plus grande objectivité des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU.

18. Abordant la question des activités d'assistance technique, M. Boiko estime qu'étant donné l'ampleur des besoins des pays en voie de développement tous les efforts doivent tendre à assurer une utilisation aussi efficace que possible des ressources disponibles. Il importe donc de modifier profondément la structure de l'assistance technique, dont le caractère éminemment empirique compromet l'efficacité et qui porte encore la marque des circonstances, souvent transitoires, dans lesquelles elle s'est développée. Le programme ordinaire, qui est le produit de mesures isolées visant à résoudre des problèmes spécifiques, est financé au moyen de crédits inscrits au budget de l'ONU. En revanche, le Programme élargi, qui fonctionne depuis 10 ans déjà et qui est le fruit d'une action concertée, est financé grâce à des contributions volontaires. En 1963, le budget du programme ordinaire est de 6 400 000 dollars, celui du Programme élargi de 50 400 000. Le fait que les ressources transférées du Programme élargi au programme ordinaire en 1963 se soient élevées à 9 700 000 dollars, soit une fois et demie le montant total des ressources propres du programme ordinaire, prouve combien les rapports entre les deux programmes sont complexes; il démontre également

que l'appareil administratif du programme ordinaire, si l'on considère la somme de travail accompli par lui pour le compte et avec les fonds du Programme élargi, est mieux adapté aux tâches et aux objectifs de ce dernier programme. En outre, les activités d'ordre économique entreprises dans le cadre du programme ordinaire sont relativement peu efficaces: la moitié des demandes présentées par les pays en voie de développement en vue d'une assistance pour le développement économique demeurent sans réponse. Il est notoire, également, que l'octroi de bourses d'étude constitue l'essentiel des activités dans le cadre du programme ordinaire. Or, les domaines les plus importants pour les pays sous-développés, à savoir la planification économique, la mise en valeur des ressources naturelles et les transports, n'entrent que pour un tiers à peine dans le total des bourses accordées.

19. Il importe de mettre un terme à cette distinction artificielle entre les deux programmes. La question de la fusion, qui est examinée par le Conseil économique et social, le CAT et le Comité spécial de coordination des activités d'assistance technique créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil, n'a pas encore été résolue. Dans sa résolution 954 (XXXVI), le Conseil demande au Secrétaire général d'inviter les gouvernements des Etats Membres à faire connaître leurs vues et d'analyser les observations reçues. Il est dès lors quelque peu surprenant de voir qu'au chapitre VIII du rapport du Conseil économique et social (A/5503) la question est analysée presque exclusivement du point de vue des adversaires de la fusion, celui des partisans de cette mesure étant brièvement mentionné à la fin du paragraphe 316.

20. M. Boiko estime qu'on est fondé à se demander si l'opposition à la fusion des deux programmes n'est pas le fait de certains fonctionnaires du Secrétariat qui tiennent à conserver leurs prérogatives en ce qui concerne l'examen des demandes présentées au titre du programme ordinaire et sont peu enclins à s'en départir au profit du CAT, organe délibérant composé de représentants de 30 Etats Membres élus. L'argument selon lequel le programme ordinaire permet une certaine souplesse et une action plus rapide n'est guère convaincant: il est toujours possible de perfectionner les procédures suivies dans le cadre du Programme élargi. L'étude plus poussée des rapports qui existent entre les deux programmes, dont il est question au paragraphe 315 du rapport du Conseil économique et social, doit être effectuée non pas dans l'idée qu'il est à priori impossible et inopportun de fondre les deux programmes, mais avec le désir d'utiliser au mieux les ressources disponibles. Cela est d'autant plus important que la question de la fusion des programmes sera examinée de nouveau par le Comité spécial, ainsi que par le CAT et le Conseil.

21. Pour sa part, la délégation de la RSS d'Ukraine est en faveur d'une fusion des deux programmes sur la base du Programme élargi, et insiste pour que les procédures suivies dans ce domaine soient modifiées de façon que les organes responsables soient tenus de faire rapport au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale non seulement sur les demandes d'assistance qui ont été acceptées, mais aussi sur les demandes rejetées et sur l'ordre de priorité adopté.

22. La RSS d'Ukraine était coauteur du projet qui est devenu la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale sur la planification en vue du développement économique, par laquelle le Secrétaire général a été prié de créer le Centre des projections et de la programmation économiques. Ce centre devait notamment procéder à des études des techniques de planification dans le cadre de régimes économiques et sociaux différents. Dans l'esprit des auteurs, il s'agissait d'aider les pays en voie de développement à choisir les méthodes de planification les mieux adaptées à leurs besoins. Toutefois, il ressort de la note du Secrétaire général sur les activités du Centre (E/C.5/30) que les premières études entreprises en application de cette résolution portent sur l'expérience acquise dans ce domaine par la France, l'Inde et le Japon, sous le prétexte que, dans ces pays, le processus de planification s'est avéré particulièrement efficace. Il est regrettable que le Secrétariat de l'ONU n'ait pas jugé bon de procéder à une étude sur les méthodes de planification utilisées dans les pays socialistes, dont l'expérience en la matière pourrait être très utile aux pays en voie de développement. De même, on constate, en examinant le programme de travail adopté par le Comité du développement industriel à sa troisième session (E/3781, annexe IV), que sur 15 projets approuvés deux projets seulement portent sur la planification dans les pays socialistes, et qu'un seul est consacré à une question qui présente une importance particulière pour les pays en voie de développement, à savoir les politiques gouvernementales d'encouragement au développement industriel.

23. Outre ce manque évident d'objectivité, les études entreprises par le Secrétariat de l'ONU présentent un autre défaut grave: elles sont excessivement académiques et portent sur des modèles trop abstraits. Elles impliquent l'utilisation de systèmes statistiques relativement complexes dont, comme l'a si justement souligné le représentant du Togo, trop de pays en voie de développement ne disposent pas encore. Il importe donc de donner la priorité aux besoins les plus immédiats de ces pays, à l'exclusion de toute autre considération.

24. Du rapport du Comité du développement industriel (E/3781), il ressort que les études envisagées par la résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale sur la formation de personnel technique national seront exécutées en tant que projets du Centre de développement industriel et de certaines institutions spécialisées. Le rapport du Centre (E/C.5/33) donne des indications préliminaires sur la marche des travaux, et M. Boiko espère que les études seront achevées en temps utile. Dans sa déclaration devant le Comité (E/3781, annexe VI), l'ancien Commissaire au développement industriel, M. Mayobre, a très justement souligné l'importance que revêtait la formation de personnel national dans le cadre des projets d'assistance technique. Pour leur part, les pays socialistes, l'Union soviétique notamment, ont toujours insisté sur cet aspect de l'aide aux pays en voie de développement. A propos des activités du Centre de développement industriel, M. Boiko exprime la crainte que les services consultatifs de cet organe ne tendent, comme ceux du Fonds spécial, à préparer et faciliter les investissements de capitaux privés, ce qui n'est nullement le rôle des Nations Unies. Il s'élève contre cette tendance fâcheuse, contraire au développement harmonieux des pays en voie de développement.

25. Le représentant de la RSS d'Ukraine souligne que la décision de l'Assemblée générale tendant à décentraliser les activités économiques et sociales et à renforcer les commissions économiques régionales doit être entièrement appliquée en ce qui concerne la CEE. Le secrétariat de la Commission, notamment, devrait être renforcé, parce qu'il permet des échanges de connaissances scientifiques entre pays ayant des systèmes économiques différents, sur la base de la coexistence pacifique, et qu'il a fait la preuve de son efficacité dans ce domaine.

26. Pour conclure, M. Boiko, se référant à la résolution 1677 (XVI) de l'Assemblée générale sur la coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde, dont la RSS d'Ukraine était l'un des auteurs, note que le programme de l'UNESCO pour 1963-1964 prévoit des mesures en vue d'une campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle. Il estime que, dans ce domaine, on pourrait utilement s'inspirer de l'expérience acquise par plusieurs pays dont les programmes nationaux ont permis d'obtenir des résultats remarquables. La suppression de l'analphabétisme permettra aux pays en voie de développement d'éliminer les séquelles du colonialisme, de former les cadres dont ils ont besoin pour exécuter leurs plans de développement et d'accélérer leur progrès économique et social.

27. M. ENCINAS (Pérou) souhaite faire connaître à la Deuxième Commission les mesures grâce auxquelles le Pérou, à l'un des tournants de son histoire, a entrepris de transformer sa structure économique et sociale dans un climat légal, démocratique et pacifique.

28. Le Pérou a longtemps connu les problèmes angoissants du sous-développement économique. Son évolution politique incertaine ne lui a pas permis d'attaquer les problèmes véritablement fondamentaux et de mobiliser les ressources spirituelles et matérielles du pays pour amorcer un développement économique accéléré, continu et autonome. Mais, depuis le 28 juillet 1963, le Pérou a un gouvernement qui, à l'inverse des nombreux régimes précédents, bénéficie d'un solide appui populaire et est animé du réel désir de tirer le pays de son sous-développement économique et social. Le succès de cette entreprise dépend tout d'abord de l'effort national, mais aussi de l'aide bilatérale et multilatérale que fournira la communauté internationale pour résoudre les grands problèmes dont la nature commence seulement à se préciser.

29. Le problème fondamental du Pérou est de réaliser l'intégration économique nationale; à plusieurs égards, il est comparable à celui que pose l'intégration économique internationale. En effet, l'économie péruvienne peut être divisée en deux grands secteurs: il y a, d'une part, l'économie de subsistance et, d'autre part, l'économie d'exportation. La première absorbe environ 60 p. 100 de la population, mais ne représente que 25 p. 100 du produit national brut, alors que la seconde, avec environ 40 p. 100 de la population, fournit 75 p. 100 du produit national brut. Il ne s'est pas établi entre les deux secteurs les rapports et l'équilibre nécessaires, un courant assez important et assez rapide de biens, de services et de capitaux, pour mettre en marche le développement économique accéléré du pays. Cette situation a entraîné de graves inégalités sociales et culturelles, la misère de la population rurale, l'absence d'un grand marché national et de graves

goulots d'étranglement, en particulier dans le secteur agricole de la région des Andes. Il n'y a pas eu l'intégration économique qui, à l'échelon national ou international, assure un accroissement de la production et une redistribution du revenu, avec comme conséquence l'augmentation du bien-être général que l'on relève, par exemple, en Europe. A cet égard, il est intéressant de noter que ce sont le sous-développement et la misère qui ont empêché cette intégration, et non l'existence de barrières douanières ou de tarifs prohibitifs. Dans un pays comme le Pérou, le développement économique revient donc essentiellement à une intégration des deux secteurs. Mais ici intervient le problème fondamental auquel se heurtent les pays sous-développés, à savoir la réforme agraire.

30. Pour un pays comme le Pérou, une réforme agraire efficace et durable est la seule base sur laquelle peut s'effectuer la mobilisation des ressources et des facteurs qui permettront l'intégration souhaitable. Le problème agraire du Pérou est très ancien et affecte la grande majorité de la nation. Le revenu de la population des Andes est très inférieur à celui de la population des zones côtières, lequel n'est d'ailleurs pas supérieur à la moyenne pour l'Amérique latine. Du fait de l'accroissement de la population, le revenu par habitant de la région des Andes est stationnaire depuis quelque temps et, dans certaines zones, il a même diminué. Mais le développement naturel des moyens d'information et de communication a amené les paysans des Andes à prendre conscience de leur grande misère et, surtout du fait qu'elle n'est pas irrémédiable, il s'est ainsi créé un climat social dangereux. Cette situation a été en partie la cause d'un exode massif des paysans vers les villes de la côte, où, si leur niveau de vie reste extrêmement bas, ils entrent du moins dans l'économie monétaire. Cet exode a fait surgir des problèmes sociaux complexes qui affectent la productivité et freinent le développement du pays.

31. Qui plus est, cette situation a provoqué, surtout dans la région des Andes, des "invasions" de terres qui menacent le régime de la propriété privée — que personne ne veut détruire — et qui risquent d'introduire un grave élément d'incertitude dans certains secteurs de l'économie. Des chocs violents se sont produits entre les paysans et les forces de l'ordre. Le gouvernement actuel a mis fin à ces violences et il s'est ensuivi une diminution des invasions. De nombreuses communautés paysannes ont décidé d'évacuer les terres envahies et de ne pas commettre de nouvelles invasions, en attendant que soit approuvée la loi sur la réforme agraire. Par ailleurs, plusieurs associations de propriétaires terriens ont approuvé les grands principes posés par le Gouvernement en vue de la réforme agraire. L'exécution de cette réforme est l'un des problèmes capitaux auxquels le gouvernement doit faire face. Une multitude de raisons d'ordre historique, moral et économique donnent d'ailleurs à ce problème une priorité absolue. En effet, toutes les nations modernes ont eu recours à la réforme agraire pour assurer l'accroissement et la stabilité de la production agricole; le Pérou ne pourrait pas, sans réforme agraire, entreprendre une véritable transformation économique. De plus, une nation qui professe les idéaux chrétiens ne peut rester insensible à la misère et à l'ignorance des millions de paysans victimes d'un régime foncier suranné. Le peuple et le gouvernement péruviens sont résolus à mener à bien une réforme agraire

légale, efficace, démocratique et pacifique, non seulement pour les raisons que M. Encinas vient d'indiquer, mais aussi eu égard aux engagements contractés dans le cadre de l'ONU et de la Charte de Punta del Este, à laquelle ont souscrit tous les pays du système inter-américain, sauf un. Sans réforme agraire, aucun progrès n'est possible. C'est là le problème essentiel pour l'Amérique latine et celui auquel doit s'attacher l'Alliance pour le progrès.

32. Le Pérou doit en outre orienter son économie vers un système industriel moderne. L'histoire de l'industrie péruvienne montre les vastes possibilités qui existent à cet égard. On sait déjà que le Pérou produit et traite certains produits de base comme le sucre et le coton. En outre, il a développé au cours des 15 dernières années une grande industrie de la pêche qui en fait le premier producteur de farine de poisson et l'un des grands centres d'exploitation des ressources de la mer. Des progrès importants ont également été réalisés dans le cas d'autres industries productrices de biens de consommation et de biens semi-durables. Mais là, de graves écueils surgissent, car les produits semi-finis et finis ne disposent pas d'un marché national suffisamment vaste et ne peuvent être écoulés à des prix stables et équitables sur le marché mondial.

33. Le Gouvernement péruvien a décidé d'encourager au maximum les investissements privés intérieurs et étrangers dans le secteur industriel. Considérant que le capital étranger est appelé à jouer un rôle fondamental dans la transformation pacifique du pays, il espère que le secteur privé étranger et les gouvernements des pays exportateurs de capitaux tiendront compte du climat favorable existant au Pérou et que leurs investissements atteindront le niveau nécessaire au développement du pays. A ce propos, le Pérou a suivi avec intérêt les travaux du Comité du développement industriel, étant donné l'importance qu'il attache à l'expansion des activités de l'Organisation dans ce domaine.

34. Le Pérou se heurte en outre aux difficultés que pose l'écoulement des produits de base. Ces difficultés proviennent non seulement des fluctuations marquées des prix de ces produits, mais aussi de leur remplacement rapide par des produits synthétiques dans les pays développés.

35. Le Gouvernement péruvien attache une grande importance à l'assistance technique financière qu'il reçoit de l'extérieur. Malheureusement, cette assistance est fréquemment subordonnée à la mise au point de plans et de programmes détaillés qu'un pays sous-développé est incapable d'établir avec l'exactitude exigée. Il est indispensable de simplifier et de hâter la procédure dans le cas de l'assistance destinée à des projets à court terme ou ayant un caractère d'urgence. En même temps, les gouvernements qui accordent cette aide devraient la rendre plus efficace s'ils revoyaient les dispositions obligeant les pays bénéficiaires à leur acheter le matériel et l'équipement correspondants.

36. Jusqu'ici, l'aspect le plus concret de l'effort déployé au Pérou est probablement la décision prise par le peuple de jeter les bases du développement économique du pays. Les deux partis au pouvoir ne sont pas seuls devant cette tâche, car de nombreux secteurs de l'opposition sont pleinement d'accord sur la nécessité et la volonté de mener à bien les plans de développement économique et social. Cependant, c'est naturellement au gouvernement que

revient la responsabilité principale. Il lui appartient de prendre les décisions fondamentales et définitives, et d'interpréter les désirs de la grande majorité de la nation.

37. En deux mois, le nouveau régime a exproprié 80 000 hectares de terres et les a mises à la disposition des paysans qui, les considérant comme leur propriété légitime, les avaient envahies. Il faut y ajouter 500 000 hectares de la zone centrale qui font l'objet d'un accord récent. Le gouvernement a en outre créé une série de centres de distribution et de prêt d'outils et de matériel agricoles dans la région des Andes. Il a également présenté au Congrès un projet de loi de réforme agraire. Ce projet prévoit un régime d'expropriation pour les exploitations de plus de 150 ou 450 hectares, selon leurs ressources hydrologiques. Il prévoit en outre une indemnisation sous forme d'obligations nominales remboursables en 20 ans et portant intérêt à 5 p. 100 par an. Bien entendu, ce système a été immédiatement considéré comme une mesure de confiscation par les secteurs les plus conservateurs.

38. Le gouvernement a également nationalisé la Caisse des dépôts et consignations et se prépare à organiser la Banque nationale. Jusqu'alors, le pays avait un système archaïque de recouvrement des impôts, dont l'application était confiée à une société anonyme du secteur privé. Dorénavant, ce domaine relèvera directement du gouvernement. Les fonds publics ne seront plus déposés dans des banques privées, mais dans des banques d'Etat et, ultérieurement, à la Banque nationale, qui est en voie d'organisation.

39. D'autre part, le gouvernement a mis sur pied un vaste programme d'action communale, dont l'objet est de libérer et d'utiliser la main-d'œuvre marginale du secteur agricole en la mettant au service de programmes de développement national ou sectoriel. Le gouvernement apportera une contribution sous forme de machines, d'outils, de conseils techniques, et en fournissant les matériaux de construction qui ne peuvent être produits sur place. Il a créé à cette fin un comité interministériel pour l'administration et la direction de cette action communale.

40. Dans le monde d'aujourd'hui, cet effort national ne constitue toutefois qu'un aspect de l'œuvre à accomplir. Le secteur étranger jouera un rôle décisif pour le succès des efforts déployés par le pays. Les Nations Unies peuvent contribuer à ce succès en accordant au Pérou leur sympathie, leur collaboration, leur assistance technique et financière, de façon que les objectifs du développement économique et social puissent être atteints par des méthodes légales, démocratiques et pacifiques. Le Pérou ne demande rien d'extraordinaire ou de contraire aux obligations de la communauté internationale; il fait simplement appel à la compréhension et à la collaboration internationales pour assurer le succès d'une grande tentative qui intéresse l'humanité tout entière et qui vise à éliminer la pauvreté sans sacrifier la liberté.

41. C'est dans cet esprit que la délégation péruvienne présentera à la Commission un certain nombre de projets de résolution auxquels son gouvernement attache la plus grande importance. Ces projets concernent notamment la réforme agraire, l'action communale et l'alphabetisation.

42. Le Pérou figurait parmi les auteurs de la résolution 1785 (XVI), par laquelle l'Assemblée générale

a décidé de convoquer la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il a participé également aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence ainsi qu'à la rédaction de la déclaration conjointe des pays en voie de développement qui figure dans le rapport du Comité sur sa deuxième session (E/3799, par. 186). La délégation péruvienne souhaite donc que cette déclaration soit ratifiée par la Commission, puis par l'Assemblée générale.

43. M. CLARKE (Jamaïque) dit que la Deuxième Commission est saisie de deux des trois questions les plus importantes étudiées par l'Assemblée générale cette année, à savoir le désarmement et le développement.

44. En ce qui concerne les conséquences économiques et sociales du désarmement, on a envisagé la possibilité d'utiliser une partie des ressources libérées par le désarmement pour renforcer l'assistance accordée aux pays en voie de développement. Cela est extrêmement souhaitable, car un cinquantième seulement des dépenses consacrées chaque année aux armements suffirait à augmenter considérablement les capitaux investis dans les pays en voie de développement. Les études faites sur la question montrent que la redistribution des ressources entraînera dans les pays développés des dislocations inévitables, tout en soulignant que la conversion des ressources peut s'opérer sans conséquence sérieuse si elle est bien menée.

45. Il est certain que des dislocations se produiraient également dans les pays en voie de développement. Dans son étude (E/3593/Rev.1), le Groupe consultatif d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement montre la nécessité d'examiner, par exemple, l'effet du désarmement sur l'emploi dans les pays en voie de développement et sur la croissance économique de ceux-ci. D'après le paragraphe 86 de cette étude, l'effet du désarmement sur la demande de produits primaires dans les pays industriels, et par conséquent sur les recettes d'exportation des pays de production primaire, serait d'une grande importance; toutes aussi importantes seraient les méthodes permettant de régler le problème de la liquidation des stocks stratégiques; en outre le maintien de la demande effective dans les pays industriels pendant la période qui suivrait immédiatement le désarmement serait d'un grand intérêt pour tous les pays de production primaire. M. Clarke souligne que le passage à d'autres utilisations des matières premières doit être progressif. Comme ce processus prendra du temps, il est souhaitable qu'il soit amorcé le plus tôt possible. L'écart croissant entre les pays en voie de développement et les pays développés montre l'urgence de la situation.

46. Les pays en voie de développement, conscients de la part de responsabilité qui leur incombe, ont déjà établi, dans bien des cas, des plans pour l'absorption de plus grandes quantités de matières premières. Mais cela ne sera possible que si des progrès sont réalisés dans le domaine de l'industrialisation. Cela implique que les pays en voie de développement deviendront exportateurs non seulement de matières premières, mais aussi de produits finis et semi-finis. Plusieurs facteurs inhérents à la structure actuelle de l'économie mondiale empêchent cependant cette transition. Les pays industrialisés sont les principaux importateurs de produits primaires exportés par les pays en voie de développement, de sorte que le transfert de quelques-uns

des processus de production vers ces derniers exigera des décisions importantes de la part des pays industriels. Ces faits montrent la nécessité de la coopération économique internationale pour assurer dans les pays en voie de développement des progrès satisfaisants. Les pays développés devront procéder à des ajustements de leur production, fournir des capitaux d'investissement et renoncer à certains privilèges de longue date.

47. Les pays en voie de développement ont besoin de capitaux et d'équipement qu'ils ne peuvent actuellement s'assurer eux-mêmes, étant donné le bas niveau des revenus et de l'épargne. Ils en sont réduits à choisir entre la résignation et des méthodes autoritaires, dont les limites d'application sont étroites dans une société démocratique. Aussi, les fonds d'investissement et l'assistance technique fournis par les pays plus riches leur sont-ils d'un secours considérable.

48. La délégation jamaïque souhaite la création d'un système destiné à intensifier le courant de capitaux vers les pays en voie de développement. C'est pourquoi elle a suivi avec intérêt les débats sur la création d'un fonds d'équipement et considère comme un utile point de départ l'étude recommandée sur les mesures à prendre pour transformer le Fonds spécial en un fonds d'équipement. Elle voit avec satisfaction que le Conseil d'administration du Fonds spécial étudie la possibilité d'utiliser le fonds de réserve pour faire des prêts à court terme. Elle s'accorde à reconnaître avec le Président-Directeur du Fonds que les investissements effectifs devraient suivre immédiatement les activités de préinvestissement.

49. La délégation jamaïque attache une grande importance à la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Elle estime en effet que les pays en voie de développement doivent non seulement étendre leur production aux produits manufacturés et semi-manufacturés, mais encore s'assurer des marchés étrangers pour l'écoulement d'une grande partie de cette production. Malheureusement, les structures tarifaires actuelles découragent le développement de l'industrie dans les pays en voie de développement. C'est à une des questions que la Conférence devra résoudre si l'on veut qu'elle ait le succès escompté.

50. Enfin, comme on l'a déjà dit, il faut envisager une nouvelle division internationale du travail, selon laquelle les pays développés concentreraient leurs efforts sur les types de production exigeant d'importants capitaux ou des techniques qu'ils sont seuls à posséder, tandis que d'autres secteurs de production seraient laissés aux pays en voie de développement.

51. M. PALAR (Indonésie) déclare que la force la plus dynamique et la plus pressante, parmi toutes celles qui s'exercent dans le monde aujourd'hui, est l'aspiration des peuples défavorisés à l'indépendance, non seulement politique, mais aussi économique. L'émancipation économique est l'objectif fondamental du développement et il est regrettable que tous les pays ne semblent pas partager cette opinion. Certaines nations industrialisées, alors même qu'elles s'efforcent sincèrement d'améliorer la condition des populations déshéritées, montrent par les politiques et les pratiques qu'elles appliquent dans les relations économiques internationales, et qui sont fondées sur la discrimination et la domination, qu'elles ne sont pas entièrement acquiescentes à l'idée de l'émancipation

économique. Seule une réelle coopération internationale permettrait d'accomplir l'œuvre que constitue le développement. L'émancipation économique des pays en voie de développement assurera un monde meilleur pour tous. Sans cette émancipation, aucune nation, qu'elle soit riche ou pauvre, n'échappera aux conséquences inévitables. Il est impossible de laisser s'accroître, sans y porter remède, la disparité entre les niveaux de vie des pays évolués et du tiers monde.

52. L'Indonésie, comme tous les pays en voie de développement, doit s'efforcer de parvenir à l'indépendance économique. Le colonialisme a transformé le système économique précolonial de l'Indonésie, qui était passablement diversifié, en une économie déséquilibrée, organisée au profit de la métropole. Certes, il a accru la capacité de production dans une certaine mesure, mais la population indonésienne n'en a guère profité. Pendant les 10 dernières années du régime colonial, selon les statistiques de la puissance coloniale elle-même, alors que les Indonésiens constituaient 97,5 p. 100 de la population totale, leur part dans le revenu national était estimée à 20 p. 100 seulement. C'est pourquoi l'Indonésie, en accédant à l'indépendance, a dû transformer son économie et sa structure sociale pour assurer une juste répartition des richesses. Afin de créer une Indonésie socialiste, il a fallu se débarrasser des institutions artificielles imposées par le colonialisme. Chaque nation nouvelle doit, en effet, trouver sa propre identité et utiliser, pour son développement, le système social qui lui convient.

53. Il a fallu ensuite élaborer le cadre général permettant de mobiliser toutes les ressources nationales. Le gouvernement a ainsi formulé le plan national de développement portant sur une période de huit ans, promulgué la loi agraire fondamentale, la loi sur le partage de la production, ainsi que toute la réglementation nécessaire. Ces mesures sont destinées à préserver et développer les aspects culturels et institutionnels propres à l'Indonésie, tout en assurant les outils qui permettront d'édifier une nation moderne et industrialisée.

54. Mais les efforts en vue du développement resteront vains tant que les relations économiques internationales seront caractérisées par la discrimination et l'inégalité. Bien que les jeunes nations aient cessé d'être des colonies, elles subissent encore les séquelles du colonialisme et continuent à fournir des matières premières aux industries des pays économiquement avancés et à servir de débouchés pour leurs produits manufacturés. Alors que les produits primaires constituent encore plus de 85 p. 100 du total de leurs exportations, ces nations demeurent exposées à toutes les fluctuations des marchés. En outre, l'amélioration des techniques tend à réduire la quantité de matières premières nécessaires à une même production, et la concurrence des produits synthétiques ainsi que la tendance croissante à l'autarcie exercent une action défavorable sur les exportations des pays en voie de développement. De plus, la politique protectionniste et discriminatoire de certains pays industrialisés aggrave encore la situation. Tel semble avoir été en particulier le résultat de la tendance née de la création de la Communauté économique européenne. Le commerce des pays en voie de développement de la région de la CEAEO avec la Communauté ne s'est pas accru, et les exportations totales de l'ensemble de ces pays vers la Communauté ont baissé de 5 p. 100

entre 1955 et 1960. Enfin, la guerre froide a elle aussi contribué à ralentir l'expansion de l'économie mondiale et tout particulièrement le développement économique du tiers monde.

55. Les termes de l'échange n'ont cessé de fléchir et, au cours des années 50, le volume des exportations des pays en voie de développement s'est accru de 3,6 p. 100 seulement par an, alors que celui des pays développés à économie reposant sur l'entreprise privée s'accroissait presque du double et que celui des pays à économie planifiée triplait. En 1928, les pays de la région de la CEAEO avaient un excédent d'exportations d'environ 1 milliard de dollars. Ce chiffre était réduit de moitié en 1938 et remplacé en 1948 par un déficit de quelque 400 millions de dollars, déficit qui devait atteindre 1 milliard 300 millions de dollars en 1959-1961. En outre, alors que le prix moyen des produits exportés par les pays en voie de développement s'accroissait très faiblement, celui des produits qu'ils importent augmentait beaucoup plus et le fléchissement des termes de l'échange atteignait 9 p. 100 en 1960. Il en est résulté une perte d'environ 15 milliards de dollars, équivalant au tiers environ du total des entrées de capitaux à long terme et des donations publiques. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial est passée d'un tiers environ en 1950 à un cinquième vers 1960, alors que celle des pays industrialisés passait des trois cinquièmes aux deux tiers pendant la même période. Une bonne partie de l'assistance reçue a servi, du reste, à compenser les pertes résultant de la détérioration des termes de l'échange. Le service de la dette extérieure est devenu de plus en plus lourd et a représenté en 1960-1961 plus de 13 p. 100 des recettes d'exportations des principaux pays en voie de développement.

56. Les entrées de capitaux destinés au développement n'ont pas encore atteint le niveau de 1 p. 100 fixé par l'Assemblée générale et ont plutôt tendance à se ralentir. Enfin, il n'existe aucune institution des Nations Unies dans le domaine des investissements.

57. Telle est la grave situation actuelle. On assiste à une accentuation constante de l'écart entre le revenu réel par habitant des pays industrialisés et celui des pays en voie de développement. Cela signifie que la majorité des populations du tiers monde doit livrer une lutte continuelle contre la misère, la faim et la maladie. Bien que la communauté internationale ait concentré son attention sur ce problème pendant plus de 10 ans, l'écart ne fait qu'empirer. Le refus de certains pays industrialisés de renoncer à leur position dominante dans l'économie mondiale explique dans une grande mesure le fait que le développement n'est pas possible dans les conditions actuelles des relations économiques internationales. Par leur politique protectionniste, ces pays perpétuent la doctrine classique de la spécialisation internationale du travail, qui laisse les pays en voie de développement dans un état de subordination. Les progrès de la science et de la technique n'ont fait qu'aggraver les choses. En outre, la tendance à l'intégration économique régionale et à la coopération entre pays industrialisés ne fait que renforcer la position de ces derniers. Le représentant de l'Australie a du reste montré que les pays industrialisés se préoccupent de plus en plus de leurs marchés intérieurs. On peut donc se demander s'ils s'efforcent de modifier la tendance actuelle ou s'ils laisseront se perpétuer la division de l'humanité en "riches" et "pauvres",

qui constitue une menace pour la paix et la sécurité de tous.

58. Cependant, le représentant des Etats-Unis a fort bien justifié l'assistance au tiers monde; l'intérêt économique des pays industrialisés est d'aider les pays en voie de développement. Les politiques d'assistance devraient donc être fondées uniquement sur des critères économiques plutôt que sur d'autres motifs et objectifs peu conformes au concept de la véritable coopération économique internationale en vue de la prospérité du monde entier.

59. Avant que des politiques de développement appropriées puissent être adoptées tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, il est essentiel de formuler à nouveau les principes et les règles qui régissent les relations économiques internationales. L'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle décisif à cet égard. Mais pour mener à bien cette transformation, il importe que les pays industrialisés adoptent une nouvelle attitude. Le représentant de la Suède a montré que ces pays étaient souvent disposés à procéder aux modifications nécessaires de leur structure afin de bénéficier au maximum des fruits de la coopération entre eux. Ils ne sont toutefois pas encore disposés à agir de la même manière dans leurs relations économiques avec les pays en voie de développement. De l'avis de l'Indonésie, ceci constitue le nœud du problème de l'émancipation économique. Les déclarations d'intentions ne sont pas suffisantes et il faut que les nations avancées soient prêtes à considérer les pays en voie de développement comme des associés à part entière dans une entreprise collective qui consiste à jeter les bases de la prospérité mondiale.

60. La prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement permettra aux pays industrialisés de faire la preuve de leurs intentions; elle doit servir à remplacer les principes désuets qui régissent actuellement les échanges internationaux par une politique internationale dynamique, fondée à la fois sur une nouvelle division internationale du travail et sur la nécessité d'offrir une assistance spéciale aux régions déshéritées. C'est ce que les pays en voie de développement ont réclamé dans leur déclaration commune présentée à la deuxième session du Comité préparatoire. La délégation indonésienne espère que la Conférence adoptera un programme d'action en vue d'éliminer les obstacles au commerce, de stabiliser les prix des produits primaires et d'augmenter le courant des capitaux, et qu'elle créera l'appareil nécessaire à cette fin.

61. Les Nations Unies sont en mesure de formuler un nouveau code pour régir les relations économiques internationales. Les travaux de la Conférence et le projet de déclaration sur la coopération économique internationale que prépare le Groupe de travail spécial apporteront une contribution précieuse à cet égard. La délégation indonésienne espère que l'Assemblée générale et la Deuxième Commission s'attacheront à examiner cette question en priorité à la dix-neuvième session. Il faut qu'une déclaration des Nations Unies serve de base à une coopération économique internationale efficace. Une adhésion effective à une telle déclaration indiquerait que la communauté internationale se consacre entièrement à l'émancipation économique, reconnaissant en celle-ci le fondement nécessaire à une expansion équilibrée de l'économie mondiale. L'Organisation des Nations Unies s'en trouverait renforcée, au point de pouvoir

prendre efficacement la direction du processus de développement. La proclamation de la Décennie des Nations Unies pour le développement équivaut à une acceptation de principe de la planification économique à l'échelon international. Mais les Nations Unies doivent prendre des mesures encore plus audacieuses et de plus grande portée. Il faut qu'elles établissent un plan à long terme, qui servira de cadre à l'action internationale pour le développement économique. Ce plan fixerait des objectifs précis et créerait les organes nécessaires à sa mise en œuvre. La délégation indonésienne espère voir ainsi se créer, sous l'égide des Nations Unies, une organisation unique chargée d'exécuter ce plan. C'est alors seulement que les Nations Unies pourront conduire l'humanité tout entière sur la voie de la liberté, de l'égalité et de la justice sociale.

62. M. PACHARIYANGKUN (Thaïlande) souligne que, si l'on a fait un pas dans la bonne direction pour préserver l'humanité du grave danger qui la menace, presque rien n'a encore été tenté pour résoudre le problème du commerce international dont dépendent la vie et le bien-être de millions d'êtres humains. Les pays d'exportation primaire ont vu les termes de l'échange se détériorer sans cesse, alors que les pays industrialisés s'enrichissaient. Le fossé qui sépare les deux groupes de pays n'a cessé de s'élargir. Les choses ont été encore aggravées par la politique protectionniste des pays industriellement avancés, qui ont cherché à maintenir les prix des produits de base à un niveau anormalement bas.

63. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a très justement fait remarquer dans sa déclaration (881ème séance) que la récente amélioration des cours ne doit pas constituer un motif d'optimisme; les fluctuations des recettes d'exportations persistent et les pays en voie de développement ne peuvent résoudre leurs problèmes sans la coopération des pays avancés. Ceux-ci auraient d'ailleurs intérêt à les aider à atteindre un niveau économique qui ferait d'eux de meilleurs clients.

64. Dans ces conditions, les pays en voie de développement attendent beaucoup de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Thaïlande espère que la Conférence permettra d'aboutir à des mesures concrètes en vue d'assurer l'expansion de l'économie mondiale, tout en servant les intérêts des pays en voie de développement. Il faut que les pays économiquement développés soient disposés à coopérer avec le tiers monde pour trouver des solutions efficaces aux problèmes communs que l'ensemble des nations doivent résoudre. Pour toutes ces raisons, la délégation thaïlandaise s'associe à la déclaration commune des représentants des pays en voie de développement à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence.

65. On s'accorde à reconnaître que l'industrialisation est un facteur clef du progrès économique. Ceci est encore plus vrai en Asie, où les ressources fournies par les produits primaires ne suffisent plus au développement économique. En outre, les progrès de la technique ont entraîné une baisse de la consommation des matières premières et les produits synthétiques concurrencent les produits naturels. En raison également de la dépression du marché mondial, le commerce international des produits de base s'est beaucoup ralenti. Si l'on tient compte du chômage chronique et de la pression démographique qui s'exerce

dans la région, l'industrialisation apparaît encore plus urgente. Il reste beaucoup à faire en matière de développement industriel, mais la communauté mondiale a reconnu que des mesures urgentes s'imposaient dans ce domaine. Les Nations Unies doivent jouer un rôle encore plus actif en matière d'industrialisation; c'est pourquoi la question de la création d'une organisation des Nations Unies pour le développement industriel, qui aurait un champ d'activité plus important que celui du Centre de développement industriel, mérite un examen sérieux. Les Nations Unies devraient également examiner l'opportunité de tenir une conférence mondiale sur le développement industriel, en s'inspirant de ce qui a été fait pour la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. Cette dernière a été très utile pour tracer la voie, et l'œuvre entreprise doit être poursuivie. C'est pourquoi la délégation thaïlandaise appuie la résolution 980 (XXXVI) du Conseil économique et social tendant à la création d'un comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

66. En dépit d'une augmentation du courant des capitaux vers les pays en voie de développement, l'objectif de la Décennie des Nations Unies pour le développement est loin d'être atteint. Le Conseil économique et social a souligné dans son rapport que les pays exportateurs de capitaux doivent intensifier encore leurs efforts, et il serait de l'intérêt bien compris des pays industrialisés d'adopter une attitude plus libérale dans ce domaine.

67. La Thaïlande a encore besoin d'une assistance extérieure pour son développement, encore qu'elle sache que l'essentiel de la tâche lui incombe. Les investissements étrangers privés peuvent jouer un rôle vital dans le développement économique et industriel du pays, et le gouvernement a promulgué un ensemble de dispositions afin d'encourager les capitaux étrangers. Favorable à la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies, la Thaïlande a noté avec satisfaction les activités du Fonds spécial durant l'année écoulée et se plaît à relever que des études dont l'exécution a coûté 3 millions de dollars ont permis des investissements atteignant 400 millions de dollars. Le Fonds spécial a accordé à la Thaïlande une assistance très utile qui a porté sur sept projets.

68. Convaincue de la nécessité de renforcer le rôle des commissions économiques régionales, la délégation thaïlandaise se félicite des excellents résultats obtenus par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

69. M. OUM CHHEANGSUN (Cambodge) rend hommage à l'esprit qui a inspiré la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Si les faits n'ont pas toujours répondu aux espérances, un défi n'en a pas moins été lancé à l'injustice et à l'inégalité.

70. Le Cambodge espère que les résultats de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ne décevront pas les espoirs des pays sous-développés. Les pays nantis devraient prouver leurs bonnes intentions en éliminant la menace de mesures discriminatoires ou préférentielles, ou de pressions subtiles qui tendraient à faire revivre le colonialisme sous une nouvelle forme. Il faudrait que les ressources libérées par le désarmement servent à combler l'abîme séparant les riches des pauvres, les puissants des faibles. Les grandes puissances pourraient rivaliser d'ardeur pour soulager la faim et la misère, qui assaillent encore les deux tiers de l'humanité.

71. Ayant recouvré son indépendance depuis 1953, le Cambodge a consacré tous ses efforts à rattraper son retard dans le domaine économique; il a atteint et parfois dépassé les buts fixés dans le plan biennal et a lancé en 1960 son premier plan quinquennal, dont le montant global s'élève à 228 millions de dollars. D'ores et déjà, les résultats les plus encourageants ont été obtenus. Quarante p. 100 des crédits prévus sont consacrés à la production, 28 p. 100 à l'infrastructure, 24,5 p. 100 à l'équipement social et 7,5 p. 100 aux services administratifs. Dans le domaine agricole, on a donné la priorité à la diversification des cultures et à l'intensification de la production; celle-ci a déjà beaucoup augmenté, notamment en ce qui concerne le riz, le latex et le coton. Grâce à une politique d'irrigation, la superficie des terres cultivables a été considérablement accrue et de nombreuses régions ont été soustraites aux effets des conditions atmosphériques. Plus de 50 000 hectares ont été ainsi récupérés.

72. Le Cambodge s'est également engagé résolument dans la voie de l'industrialisation. Pratiquement inexistante jusqu'à 1955, l'industrie s'est considérablement développée depuis l'avènement de la Communauté socialiste populaire. On a créé de nombreuses usines d'Etat, ainsi que plus d'un millier d'entreprises privées et d'économie mixte, surtout dans le secteur de la transformation des matières de première nécessité. En dépit de ses faibles ressources, et pour marquer l'importance qu'il attache au Programme élargi d'assistance technique ainsi qu'au Fonds spécial, le Cambodge a décidé de doubler pour l'exercice 1964 sa contribution à ces deux organismes. Il espère tirer grand profit de l'énergie hydro-électrique que lui assureront les programmes d'aménagement du bassin inférieur du Mékong, dont l'exécution a été entreprise par le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong, sous les auspices de la CEAEO. Un programme de construction de barrages intérieurs fournira également l'énergie nécessaire à l'accélération du processus d'industrialisation. Le Cambodge tient à exprimer sa gratitude pour l'assistance qu'il a reçue et espère qu'il sera possible de mener prochainement à bon terme les programmes d'aménagement entrepris.

La séance est levée à 18 h 40.